

Les méthodes de la bobosphère pour détruire une enseignante catholique

Il faut que les Français connaissent les méthodes dégueulasses mises en oeuvre à l'encontre de l'enseignante Marie-Jeanne Vincent, professeur de français et de théâtre au lycée Berthelot de Calais.

La jeune Manon Müller n'est que la face visible d'une offensive qui va beaucoup plus loin, et n'a qu'un objectif : tuer socialement et professionnellement une enseignante qui n'a qu'un défaut : se présenter aux élections législatives sous les couleurs de Civitas.

Anne-Sophie Ligniart, candidate « *Les Insoumis* » dans la même circonscription que Marie-Jeanne Vincent, par ailleurs professeur de lettres, estime sur sa page facebook que l'enseignante-candidate de Civitas « *inculque des valeurs fascistes à ses élèves* ». Son suppléant, Grégory Lefebvre, la traite carrément d'« *ordure à virer de l'éducation nationale* ». Précisons que ces deux personnes n'ont jamais rencontré celle qu'ils insultent aussi copieusement, et que pas un seul témoignage d'élève ne corrobore de tels propos. Le rectorat et les syndicats enseignants ont même dû admettre qu'elle était une professionnelle irréprochable. Donc, la plainte en diffamation contre ces deux nostalgiques du goulag paraît inévitable.

Anne-Sophie Ligniart et Grégory Lefebvre, deux candidats « Les Insoumis » nostalgiques du goulag, prêts à toutes les bassesses pour salir une adversaire politique.

La bobosphère a déclaré la guerre à la candidate de Civitas, et tous les moyens vont être utilisés contre elle, et pas seulement dans l'Education nationale.

L'autre angle d'attaque va concerner le théâtre. A Calais, il y a un institut culturel, le Channel, qui reçoit

beaucoup de subventions, et travaille avec Marie-Jeanne Vincent et ses élèves depuis des années, sans le moindre problème. Sauf que...

Francis Peduzzi, délateur-directeur du théâtre, a juste oublié que les statuts de l'association interdisaient toute prise de position politique ou confessionnelle...

Le directeur du Channel, Francis Peduzzi, s'est cru autorisé à convoquer l'enseignante par courrier pour vérifier si « *ses motivations sont compatibles avec la fibre humaniste qui irrigue son projet* ». Curieuse démarche, qui ressemble à celle d'un commissaire politique faisant passer un examen à une déviante potentielle : le professeur de théâtre pense-t-elle juste, et sinon, peut-elle continuer à travailler dans cet honorable institut ? Doit-elle suivre des cours de rééducation donnés par Peduzzi en personne ?

On s'étonne par ailleurs d'une telle démarche, alors que ce directeur n'est en aucun cas le supérieur hiérarchique de l'enseignante, qui n'a de comptes à rendre qu'à l'Education nationale.

Marie-Jeanne Vincent a appris, d'autre part, que les deux comédiens intervenants avec lesquels elle travaillait en parfaite intelligence depuis deux ans ne veulent plus travailler avec elle, même si tout se passait bien jusqu'alors. Quels sont ces comédiens ?

Olivier Menu, un acteur-délateur qui n'aurait aucun mal à interpréter le rôle du « Corbeau ».

Olivier Menu et Vincent Dhelin (Compagnie Les Fous à réaction, Armentières), n'écoutant que leur courage, ont envoyé une lettre de délation au recteur, au ministre, au Channel et au proviseur du lycée

Berthelot pour dénoncer l'appartenance à Civitas de Marie-Jeanne Vincent. Ils affirment haut et fort ne plus vouloir travailler avec elle en raison de ses appartenances politiques et religieuses.

Dans leur courrier, ils somment l'Education nationale de trouver une solution (sous-entendu, de mettre une autre professeur, bien-pensante celle-là, pour gérer l'option théâtre). Autrement dit, ces deux mouchards ont décidé de tuer professionnellement Marie-Jeanne Vincent, pour délit d'opinion.

Pour Olivier Dhelin, autre acteur-délateur, on peut enseigner le théâtre aux enfants si on milite chez les Verts, mais c'est impossible si on milite chez Civitas...

Signalons par ailleurs que l'un des deux acteurs, Olivier Dhelin, milite chez les Verts, et cela ne pose pas de problème, fort heureusement, à l'enseignante « fasciste », ni à quiconque.

Ces comédiens l'accusent d'appartenir à un mouvement qui a manifesté contre la pièce qu'ils jouaient en 2011 « Concept sur le visage du Christ », dans laquelle un personnage frottait ses excréments sur le visage du Christ. Le droit de manifester existe pourtant en France. On serait curieux de savoir ce qu'il en serait d'une pièce de théâtre où le visage de Mahomet serait couvert d'excréments...

Dans ce courrier, les deux acteurs mentent effrontément en affirmant que les élèves de théâtre ont bien du mal avec les convictions de Marie-Jeanne Vincent... C'est d'autant plus malhonnête qu'elle ne les a jamais exprimées devant eux et que l'ensemble des élèves la soutiennent au nom de la liberté d'expression sans même savoir ce qu'est Civitas, depuis le début de cette affaire.

Ajoutons à cette cabale le rôle militant joué par *Nord-Littoral*, qui prétend combattre la haine, alors que Philippe Hénon, rédacteur en chef, a relayé avec une rare complaisance l'ensemble des calomnies que la bobosphère a véhiculé contre l'enseignante.

Pour l'instant, seul le Huffington Post a relayé cette affaire, en victimisant bien évidemment la jeune lycéenne Manon Müller, et en insultant grossièrement Riposte Laïque.

Philippe Hénon, rédacteur en chef de Nord-Littoral, l'homme qui a menacé les Calaisiens hostiles à la venue des migrants de balancer leur nom dans son journal...

Devant cette accumulations de ragots et de mensonges grossiers, Marie-Jeanne Vincent a fait parvenir un droit de réponse à ce quotidien, que nous nous sommes procurés.

DROIT DE REPONSE DEMANDE PAR MARIE-JEANNE VINCENT A NORD LITTORAL

Madame/Monsieur le Directeur de publication,

A deux reprises, vous avez publié des articles qui portent atteinte à mon honneur et qui comportent de nombreuses contre-vérités.

Il s'agit d'un article intitulé « Une prof calaisienne trop intégriste ? », publié le 12 courant (annoncé à la Une) ainsi que trois autres articles parus en page 7 de la même publication, à la même date.

Il en est de même pour un autre article publié le 14 courant, intitulé « Pas très catholique tout ça » en page 10.

En conséquence, je vous saurai gré de bien vouloir publier le communiqué rectificatif suivant dans les meilleurs délais. A défaut, je me réserve le droit d'intenter une action en justice contre votre publication, pour diffamation.

Le texte du communiqué à publier, en exerçant mon droit de réponse :

« Il y a une législation et Civitas a été légalement reconnu comme parti politique français. Il y a aussi des candidats aux élections et un débat électoral. Engagé, *Nord Littoral* a complaisamment ouvert ses colonnes à M. Peduzzi, directeur du Channel, pour qu'il m'attaque auprès de mon employeur à cause de mes idées. M. Peduzzi est en contradiction avec les statuts de l'association qu'il dirige. Une association subventionnée avec les impôts des Calaisiens qui ont été consultés pour la présidentielle et qui manifesteront leur choix lors des législatives. Les statuts de son association sont pourtant clairs : « En aucun cas l'association ne pourra prendre de position politique ou confessionnelle ». Gilles Taveau, le président du Channel – scène nationale, ferait bien de s'inquiéter de cette instrumentalisation de son association.

Une professeur appréciée

1. Peduzzi prétend défendre des valeurs : « Car on est au-delà de la liberté d'opinion, on est sur des valeurs », « Lesquelles pourraient desservir la République » précise l'article. De plus, *Nord Littoral* fait savoir qu'en bon délateur, M. Peduzzi m'a dénoncée dans un courrier à la DRAC et que le rectorat aurait été saisi. Il sait pourtant que j'ai été récemment visitée par l'Education nationale et la DRAC et que mes compétences de professeur de français et de théâtre donnent toujours satisfaction. Par contre, il ne semble pas réaliser qu'avec ses menaces et ses intimidations, il s'en prend à la sécurité des élèves. Heureusement, ce ne sont que des rodomontades, puisque vendredi dernier, mes élèves ont pu donner leur pièce au Channel, à la plus grande satisfaction des parents qui sont venus me témoigner leur soutien, même ceux qui ne partagent pas toutes mes idées. Le directeur, qui avait déclaré vouloir prendre « ses responsabilités », s'est bien gardé d'intervenir.

L'expérience des migrants

Adeptes des approximations, les journalistes de *Nord Littoral* ont prétendu trouver dans leurs archives que j'aurais été une No Border. Je démens avoir appartenu à cette structure, par contre j'assume parfaitement avoir une expérience concrète de l'aide aux réfugiés. Je sais donc faire la différence entre des réfugiés fuyant la guerre et les faux réfugiés d'aujourd'hui. J'ai vu aussi de près comment certaines associations savent profiter de cet afflux organisé pour négocier à la hausse des subventions en faveur des "migrants",

alors qu'elles sont indifférentes au sort des SDF. Dans mon programme, je préconise donc la création d'une Maison de la réorientation migratoire pour que les personnes ne pouvant bénéficier du statut de réfugié puisse être aidées afin de retourner dans leur pays d'origine avec un projet.

Persistant dans leurs erreurs, les journalistes ont relayé avec gourmandise une vieille blague d'artistes remontant à 1997 laissant croire que j'aurais participé au tournage d'une « comédie non-X dans un film pour adultes ». Ils n'en ont évidemment pas retrouvé la trace, incapables de distinguer une information d'un gros bobard. Ces journalistes n'ont toujours pas compris, après vingt ans, qu'il s'agissait d'un canular...du 1er avril...

Dans l'intérêt des Calaisiens

La gauche et le marxisme ont conduit les Calaisiens au chômage. Maintenant discréditée, la gauche fait alliance avec les libéraux pour imposer le mondialisme et ses migrants, apportant l'insécurité et la ruine à Calais. Toujours aussi arrogante, elle ne supporte pas la moindre critique. Relais servile de ces politiques, *Nord Littoral* serait plus utile dans un honnête travail d'information. Au lieu de ça, la rédaction est à rebours de l'évolution de l'électorat et donc de son lectorat, ceci expliquant la chute des ventes du journal. Avec 57,41 % de voix portées au 2e tour à Calais pour la candidate des patriotes, il serait temps que la rédaction de *Nord Littoral* s'intéresse d'abord à la clientèle calaisienne qui la fait vivre plutôt que de servir des politiques qui sont la ruine de Calais et de sa région. J'invite les Calaisiens attachés à la liberté d'expression à en débattre lors de ma réunion publique du 27 mai à Calais avec Jean-Marie Le Pen, Alain Escada et Carl Lang."

A défaut, je me réserve le droit d'intenter une action en justice contre votre journal pour diffamation.

Je vous prie de croire, Madame/Monsieur le Directeur de la publication, à l'expression de mes salutations distinguées.

Marie – Jeanne VINCENT

Source : Riposte Laique